

Sized File:

Counterpart Committee - Meeting Minutes

10/05/1963 - 09/12/1965

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES 5-0729

BOX 3

FILE 1

ACC. DOC 13/110.1.0.1

28 July 1964

TO: Mr. B.F. Osorio-Tafall, Resident Representative

FROM: James R. Brooks, Deputy Resident Representative

SUBJECT: Meetings of Finance and Economic Committees

In accordance with our discussion, the following is the agreed time and place for meetings of the committees concerned with problems in the economic and finance areas:

1. Counterpart Funds Administration

(a) Import Support Counterpart Committee (budget support)

Meetings: Second Friday of each month at 15.00 hours
Room 662

Members: (i) Government of the Congo - Bureau of
Economic Co-ordination (assisted by
a representative of the Ministry of
Finance)

(ii) USAID

(iii) United Nations

(b) Title I Counterpart Committee (projects approval)

Meetings: As called, Room 662

Members: (i) Government of the Congo (BEC)
(ii) USAID
(iii) TAB

2. United Nations Economic and Finance Group

Meetings: As called, Room 662

Members: (i) Mr. A. Roux, Managing Director, National
Bank (IMF)
(ii) Mr. S. Fares, Ordonnateur de Finance (IMF)
(iii) Mr. A. Lawrence, Director, Bureau of Economic
Co-ordination
(iv) Mr. B.F. Osorio-Tafall, Resident Representative
and Deputies.

cc: Mr. A. Succar
Mr. V. Brown, USAID
Mr. A. Roux
Mr. S. Fares
Mr. W. Saunders
Mr. H. Pichler

Mr. A. Roux, President
Monetary Council
Box No.77

Mr. S. Fares
Ordonnateur de finance
Monetary Council
Box No. 77

~~Mr. A. Succar~~ A Lawrence
Director
Bureau of Economic Coordination
Box No. 43

Mr. Jacobs
USAID
Leopoldville

Mr. Vincent Brown
USAID
Leopoldville

Mr. B.F. Osorio-Tafall
Resident Representative

Avis de Réunion

Messieurs les Membres de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie au Titre I de la LA 480, sont informés qu'une réunion de la Commission aura lieu le Jeudi 16 décembre 1965, dans la salle des Conférences au Bel-Etage le Royal, à 15.00.

L'ordre du jour comprendra.

- 1) Projet de conventions avec les Sociétés
privées pour l'entretien des routes
d'intérêt agricole
Total F.C. 250.000.000 1ère tranche FC. 62.000.000
- 2) Projet de prêt à la Regideso pour
le renforcement de production
d'eau potable à Léopoldville
Total F.C. 90.000.000 1ère tranche FC. 50.000.000
- 3) Projet de reparations à l'aérodrome
du Bunia
Total F.C. 40.000.000 1ère tranche FC. 4.000.000
- 4) Université de Stanleyville remise
en état des bâtiments -- FC. 10.450.000
- 5) Ferme expérimentale de la N'Djili
Total F.C. 46.860.000 1ère tranche FC. 15.000.000
- 6) Divers

Total FC. 141.450.000

Messieurs les représentants des Ministères et Institutions spécialisées intéressés aux susdits projets sont priés d'être présents à la réunion.

Léopoldville, le 9 décembre 1965

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous réf. CF 931/65 concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies,

se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte 541 de la somme de Francs Congolais 63.000.000.- pour l'achat de \$ 350.000.- contribution pour le mois de décembre 1965 à être versée aux Nations Unies par la Banque Nationale.

Fait à Léopoldville, le 25 novembre 1965

Pour le Gouvernement Congolais

.....
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
F. FLORI, Directeur

.....
VU Pour les Nations Unies
H. PICHLER
Chef de la Section du Budget
UNTAB

Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

...H.F. Smith...
H. SMITH
Directeur, U.S. A.I.D.

...B. Whiting...
B. WHITING
Controller US/A.I.D.

W. Mook -
JN

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

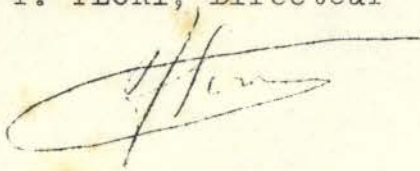
ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous réf. CF 846/65 concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies,

se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte 500 de la somme de Francs Congolais 63.000.000.- pour l'achat de \$ 350.000.- contribution pour le mois de novembre 1965 à être versée aux Nations Unies par la Banque Nationale.

Fait à Léopoldville, le 21 octobre 1965.

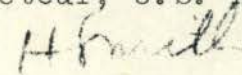
APPROUVE :

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
F. FLORI, Directeur



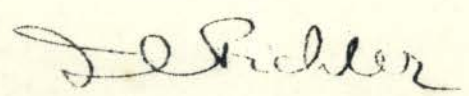
Pour le Gouvernement Congolais

H. SMITH
Directeur, U.S. A.I.D.



Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique.

H. PICHLER
Chef de la Section du Budget
UNTAB



VU Pour les Nations Unies

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

ayant pris connaissance et examiné la
requête du Ministère des Finances sous référence n° 3621/
1102/CAB/FIN/1251 du 20 septembre 1965, adressée à Monsieur
le Directeur du Bureau de Coordination Economique pour un
prélèvement sur les fonds de contrepartie en vue de combler
l'impasse de trésorerie,

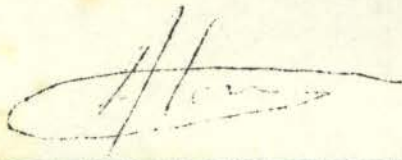
approuve

le transfert du compte n° 500 de la
somme de Francs congolais 200.000.000.- au compte n° 205 du
Gouvernement de la République Démocratique du Congo à la
Banque Nationale de la République du Congo.

Léopoldville, le 21 octobre 1965.

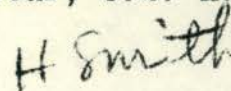
APPROUVE :

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
F. FLORI, Directeur



Pour le Gouvernement Congolais

H. SMITH
Directeur, U.S. A.I.D.



Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique -

H. PICHLER
Chef de la Section du Budget
UNTAB



VU Pour les Nations Unies

meeting postponed

République Démocratique du Congo
Bureau de Coordination Economique
Secretariat des Fonds de Contrepartie

Ref: BCE/FC/164/65

Avis de Réunion

Messieurs les Membres de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie au Titre I de la LA 480, sont informés qu'une réunion de la Commission aura lieu le Vendredi 26 Novembre 1965, dans la salle des Conférences au Bel-Etage le Royal, à 15 h.00.

L'ordre du jour comprendra.

- | | |
|---|------------------------------------|
| 1) Projet de conventions avec les Sociétés
privées pour l'entretien des routes
d'intérêt agricole
Total F.C. 250.000.000 | 1ère tranche F.C. 62.000.000 |
| 2) Projet de prêt à la Regideso pour
le renforcement de production
d'eau potable à Léopoldville
Total F.C. 90.000.000 | 1ère tranche F.C. 50.000.000 |
| 3) Projet de reparations à l'aérodrome
de Bunia
Total F.C. 40.000.000 | 1ère tranche F.C. 4.000.000 |
| 4) Université de Stanleyville remise
en état des bâtiments | -- F.C. 10.450.000 |
| 5) Ferme experimentale de la N'Djili
Total F.C. 46.860.000 | 1ère tranche F.C. 15.000.000 |
| 6) Divers | |
| | <hr/> Total F.C. 141.450.000 <hr/> |

Messieurs les représentants des Ministères et Institutions spécialisées intéressés aux susdite projets sont priés d'être présent à la réunion.

Léopoldville, le 24 Novembre 1965

COMMISSION DE GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE
AU TITRE DE LA L.A. 480

La Commission,

ayant pris connaissance et ayant examiné la demande du Ministère des Travaux Publics, transmise par le Bureau de Coordination Economique, pour un crédit destiné à financer l'entretien et le rechargement de la route reliant MOKAMBO-à MWENDA, dans la province du Katanga oriental,


approuve, un crédit de 75.000.000 de francs congolais à être utilisés pour l'entretien et le rechargement des 69 km de route MOKAMBO-MWENDA, suivant le rapport de M. J. Petit, ingénieur, adressé au Ministre des Travaux Publics du Gouvernement Central, en date du 31 juillet 1965 sous réf. 511-2/0593/1957.

recommande, au Ministre des Travaux Publics de procéder à un appel d'offre auprès des entreprises en mesure d'effectuer les travaux dans le délai le plus bref possible. Dans le cas où les offres reçues seraient supérieures au crédit alloué ou ne seraient pas satisfaisantes au point de vue de l'exécution, délais et autres considérations, le Ministre des Travaux Publics pourrait alors procéder à l'exécution du projet en régie.


Le projet sera connu sous la référence F.03-015
"Route MOKAMBO-MWENDA".

Léopoldville, le 22 septembre 1965

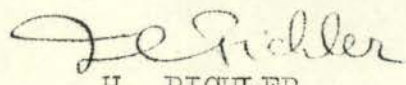
Pour le Gouvernement Congolais
Le Bureau de Coordination Economique


F. FLORI
Directeur B.C.E.

Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique /US. AID


H. F. SMITH
Administrateur

VU : par les Nations Unies


H. PICHLER
Chef de la Section du Budget UNTAB

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

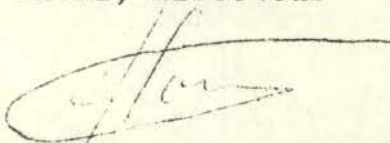
ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous réf. CF 753/65 concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies,

se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte 500 de la somme de F.C. 63.000.000 pour l'achat de \$ 350.000, contribution pour le mois d'octobre 1965 à être versée aux Nations Unies par la Banque Nationale.

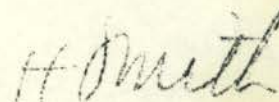
Fait à Léopoldville, le 22 septembre 65

APPROUVE :

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
F. FLORI, Directeur



Pour le Gouvernement congolais



H. SMITH
Directeur, U.S.A.I.D.

Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

H. FICHLER
Chef de la Section du budget
UNTAB



Pour les Nations Unies

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

ayant pris connaissance et examiné la requête
du Ministère des Finances sous référence n° 3621/0941/CAB/Fin/
1067 du 20 août 1965, adressée à Monsieur le Directeur du
Bureau de Coordination Economique pour un prélèvement sur les
fonds de contrepartie en vue de combler l'impasse de trésorerie,

approuve,

le transfert du compte n° 500 de la somme de
Francs congolais 200.000.000.- au compte 205 du Gouvernement
de la République Démocratique du Congo à la Banque Nationale
de la République du Congo.

Léopoldville, le 7 septembre 1965

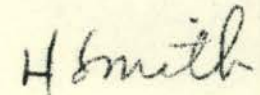
APPROUVE :

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
F. FLORI, DIRECTEUR



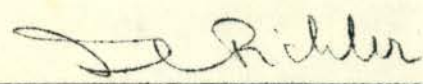
Pour le Gouvernement congolais

H. SMITH
Directeur, U.S.A.I.D.



Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique -

H. PICHLER
Chef de la Section du budget
UNTAB



Pour les Nations Unies

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

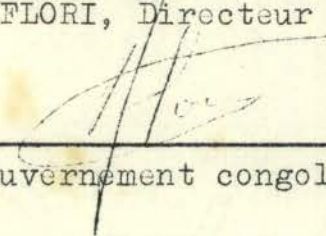
ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous Réf. CF 670/65 concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies,

se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte 500 de la somme de F.C. 63.000.000 pour l'achat de \$ 350.000, contribution pour le mois de septembre 1965, à être versée aux Nations Unies par la Banque Nationale.

Fait à Léopoldville, le 24 août 1965

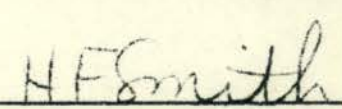
APPROUVE :

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
F. FLORI, Directeur



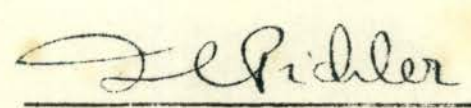
Pour le Gouvernement congolais

H. SMITH
Directeur, U.S.A.I.D.



Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique -

H. PICHLER
Chef de la Section du budget
UNTAB



Pour les Nations Unies

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

ayant pris connaissance de la requête des Nations Unies sous Réf. CF/575/65, pour le prélèvement des Fonds de Contrepartie, du montant de la contribution du Gouvernement congolais aux frais ou monnaie locale de l'Assistance technique et de l'appui administratif,

Approuve

le transfert de la somme de F.C. 200.000.000 fr. au compte n° 500, contribution pour le deuxième trimestre, avril, mai, juin 1965, à être réparti comme suit :

F.C. 140.000.000 au compte n° 300 et


F.C. 60.000.000 au compte n° 478 des Nations Unies à la Banque Nationale.

Fait à Léopoldville, le 26 juillet 1965

APPROUVE :

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

H. SMITH
Directeur, USAID



Four copies of this document are being distributed to the following offices: Bureau de Coordination Economique, Commission des Fonds de Contrepartie, and the American Embassy in Leopoldville. The document is being filed in the American Embassy records.

20 330 00

RECEVE

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

ayant pris connaissance et examiné la situation de
la Trésorerie sous Réf. n° 6621/30/S.G. du 9 juillet 1965,

approuve,

le transfert de la somme de F.C. 200.000.000 du
compte n° 500 "Fonds de Contrepartie" au compte n° 205 du G.R.
D.C. à la Banque Nationale, en vue de combler une partie de
l'impasse de la Trésorerie.

Fait à Léopoldville, le 26 juillet 65

APPROUVE :

Bureau de Coordination Economique



Pour le Gouvernement congolais

H. SMITH
Directeur, USAID



Pour le Gouvernement
des Etats-Unis d'Amé-
rique.

H. PICHLER
Chef de la Section du
budget -UNTAB



Pour les Nations Unies

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission

ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous Réf. CF 556/65 concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies,


se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte 500 de la somme de F.C. 63.000.000 pour l'achat de \$ 350.000, contribution pour le mois de Août 1965, à être versée aux Nations Unies par la Banque Nationale.

Fait à Léopoldville, le 26 juillet 1965.

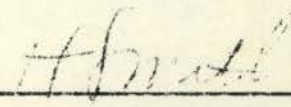
APPROUVE :

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

H. SMITH
Directeur, USAID

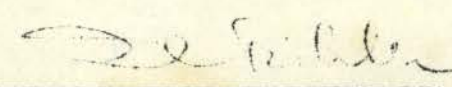


Pour le Gouvernement congolais



Pour le Gouvernement
des Etats-Unis d'Amérique.

H. PICHLER
Chef de la Section du budget
UNTAB



Pour les Nations Unies

Agency for International Development

ISCC Doc. No. 57

Leopoldville

June 29, 1965

TO : IMPORT SUPPORT COUNTERPART COMMITTEE

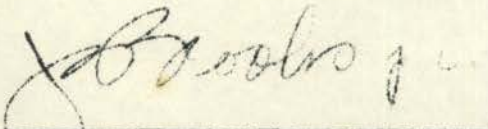
In accordance with the USG-GDRC agreement of April 1964, confirming the terms of a United States Import Support Grant of ten million dollars, the GDRC, through the Import Support Counterpart Committee will make available to the United States Government 15% of the associated local currency (225,000,000 CF) to be used in connection with technical assistance to the Congo.

The USAID now requires the remaining balance of these funds, CF 60,840,000 for administrative and operational support costs of the USAID program. It is requested that this sum be transferred from Account No.500, as soon as convenient, to USAID's Trust Fund Account No. 11286 at the SOCOBANQUE, Leopoldville.

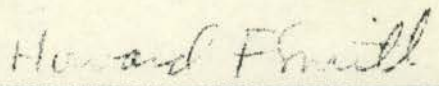
APPROVAL :

Bureau of Economic Coordination

HOWARD F. SMITH
Acting Director, USAID

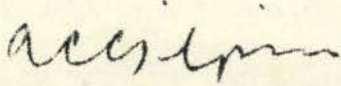


For the Congolese Government



For the United States Government

ANTHONY GILPIN
Acting Resident Representative UNTAB



For the United Nations TAB

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETARIAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

Réf : BCE/FC/71/65

Commission de Gestion des Fonds
de Contrepartie au Titre I de la LA-480

(Procès verbal de la seconde réunion
tenue au Royal le 21 Juin 1965)

La deuxième réunion de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie au Titre I de la LA-480, s'est tenue dans la salle des conférences du Royal le 21 Juin 1965, à 15 h.00, sous la présidence de M. J. Brooks Directeur p.i. du Bureau de Coordination Economique, représentant le Gouvernement de la République Démocratique du Congo.

Etaient présents :

a) Les membres de la Commission :

MM. J. Brooks, Gouvernement Congolais
G. Bliss, Gouvernement des Etats Unis d'Amérique

b) Le Secrétariat de la Commission de Gestion :

MM. J.B. Brisson, Programme Officer : En charge du
Secrétariat de la Commission
C. Albanis, Adjoint chargé des Rapports

c) Les conseillers des Nations Unies :

MM. H. Pichler, Budget Control
R. Heneidi, Programmes

d) Les conseillers de US/AID Ambassade des Etats Unis

M. E. Moore, Programmes

e) Les représentants des Ministères ou leurs conseillers :

MM. S. Farès, Ordonnateur des Finances Publiques
E. Ulutan, " " " "
M. Bille, Chef de la mission UNESCO
E. Palumbo, Architecte UNESCO
A. Guyot, Chef de la mission OACI

R. Haas, Directeur de l'Institut de l'Aviation Civile
E. Larcher, Chef de la Section Travaux Publics
E. Walter, Expert T.P. Regideso
D. Luscombe, Chef Mission B.I.T.

M. J.R. Brooks déclara la séance ouverte et après avoir remercié les assistants de leur présence, mit en discussion le premier point de l'ordre du jour, en invitant M.M. Bille à donner les informations sur la demande d'un crédit de FC. 70.000.000 pour la construction, à l'Institut Pédagogique National, d'un internat pour 57 élèves ainsi que d'un réfectoire pour 400 élèves et les annexes soit cuisine, office, magasins, buanderie et repassage.

M. M. Bille fit un exposé sur les buts de l'Institut Pédagogique National. Il expliqua que l'augmentation de la population scolaire en 1970 nécessiterait l'emploi de 10.000 professeurs ayant la formation de "Regent". L'Institut National est précisément destiné à assurer cette formation. Répondant à une question de M. Farès, il déclare que l'Institut n'assumait pas la formation de professeurs pour l'enseignement primaire.

L'achèvement des bâtiments du programme des constructions permettra d'augmenter l'effectif des étudiants de 210 à 450 en 1965-66. Etant donné que 80% environ des élèves proviennent des provinces et doivent être logés à l'Institut, la construction de l'internat proposé, portera le nombre d'étudiants logés de 162 à 219. La commission ayant entendu l'exposé de M. M. Bille approuva le crédit de F.C. 70.000.000 destinés à ce projet.

M. J.R. Brooks passa ensuite au point deux de l'ordre du jour, à savoir le crédit de F.C. 75.000.000 pour la construction de la 1ère phase de l'Institut de l'Aviation Civile. M. Gayot, chef de la mission OACI invita M. R. Haas, Directeur de l'Institut à faire un exposé du projet.

M. R. Haas, expliqua que l'Institut fut fondé en 1962 pour assurer la formation de personnel technique destiné aux services de l'aéronautique civile. Les cours sont donnés dans les locaux mis provisoirement à la disposition de l'Institut par l'Athénée Royal de Léopoldville. L'augmentation du nombre d'élèves oblige l'Athénée à reprendre les locaux. De plus l'Institut ne peut fonctionner dans des classes dépourvues du matériel technique et scientifique indispensable.

Les bâtiments de l'Institut seront construits sur un terrain à proximité de la piste de N'dolo mis à la disposition de l'Institut par l'Etat. En outre le Gouvernement s'est engagé vis-à-vis du Fonds spécial des Nations Unies à construire les bâtiments nécessaires au fonctionnement de l'Institut.

L'Institut pourra fournir jusqu'à 1969, 164 techniciens, tels que contrôleurs de trafic aérien, opérateurs radio, techniciens radio commandants d'aéroport, dieselistes, electriciens, qui remplaceront le personnel étranger mis à la disposition de l'aéronautique civile par l'O.A.C.I.

La commission approuva alors le crédit de F.C. 75.000.000 pour le projet proposé.

Mr. Brooks ayant dû se retirer pour raison majeure, fut relayé par Mr. J. Brisson.

Le point trois ayant été retiré de l'ordre du jour, la commission passa à l'examen du point quatre, crédit de F.C. 90.000.000 pour le renforcement des moyens de production et distribution en eau potable des Communes de Galiema, Lemba, Matete. M. Walter, de la Regideso fit un exposé technique sur ce projet, décrivant les différents types de pompes nécessaires pour augmenter la production d'eau. Le crédit demandé servirait à l'achat et à l'installation de ces pompes. M. Walter répondant à une question de M. Bliss déclara qu'aucune offre de fourniture du matériel n'avait été sollicitée étant donné l'incertitude de la disponibilité des crédits. Une discussion suivit à ce sujet et la Commission décida de renvoyer l'examen du projet à minimum 60 jours - maximum 90 jours - pour permettre l'obtention d'offres de différentes firmes américaines et européennes pour la fourniture du matériel, de façon à calculer le coût exact du projet.

M. Larcher fit ensuite un exposé sur les projets 5 et 6 de l'ordre du jour, la remise en état des groupes propulseurs et des bacs routiers mettant l'accent sur l'urgence de maintenir les communications routières et fluviales à l'intérieur du pays.

M. Larcher ayant déclaré que ces projets étaient prêts à être mis en exécution immédiate la Commission approuva l'utilisation des crédits de F.C. 30.000.000 pour la remise en état des groupes propulseurs de onze unités du service des voies navigables et F.C. 90.000.000 pour la remise en état de 35 bacs routiers.

Malgré l'absence de Mgr. Gillon, de l'Université de Lovanium, en voyage aux Etats Unis, la commission ayant pris connaissance du dossier sur le projet No. 7 de l'ordre du jour, approuva le crédit de F.C. 45.000.000 pour l'achèvement des constructions de l'Hôpital-clinique de Lovanium.

La commission entendit ensuite l'exposé de M. Luscombe sur le projet No. 8 du développement rural intégré du Kivu. M. Luscombe expliqua qu'il s'agissait d'une série de petits projets ruraux ayant pour but d'aider les populations à se remettre au travail en voyant qu'une aide leur était accordée.

La commission approuva l'utilisation d'un crédit de F.C. 7.000.000 pour le développement rural intégré du Kivu.

Lors de sa première réunion la Commission avait approuvé en principe le projet des réparations à la piste de l'aérodrome de Kamembe desservant Bukavu, en attendant le calcul du coût de ces réparations.

M. Larcher présenta à la Commission son rapport sur le coût de l'opération qui s'élèverait à F.C. 20.000.000 suivant les offres obtenues des entreprises disposant les moyens d'exécuter le projet.

La Commission approuva un crédit de F.C. 20.000.000 pour la réparation de l'aérodrome de Kamembe.

M. Farès, en raison de son départ définitif prit congé de la Commission et forma des vœux pour le succès de ses travaux. M. Brisson au nom de la Commission le remercia du concours qu'il avait donné et de sa collaboration.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance fut levée à 17h.45.

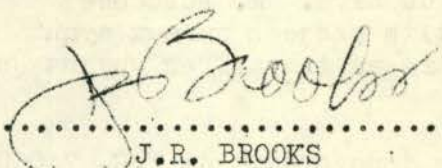
Resumé des projets approuvés :

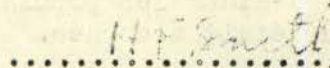
1) Institut Pédagogique National	F.C.	70.000.000
2) Institut de l'Aviation Civile	"	75.000.000
3) Remise en état des groupes propulseurs	"	30.000.000
4) Remise en état 35 baos routiers	"	90.000.000
5) Université Lovanium	"	45.000.000
6) Développement rural du Kivu	"	7.000.000
7) Aérodrome Kamembe	"	20.000.000
Total	F.C.	337.000.000

Léopoldville, le 22 Juin 1965.

Pour le Gouvernement Congolais

Pour le Gouvernement des
Etats Unis d'Amérique



.....
J.R. BROOKS


.....
H.F. Smith

Directeur du Bureau de
Coordination Economique a.i.

Acting Director US/AID

Vu : par les Nations Unies


.....
H. Pichler
Chef de la Section du Budget des Nations Unies

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

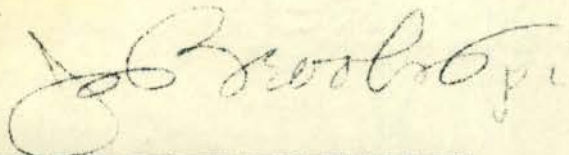
ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous Réf. CF.449/65 concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies,

se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte 500 de la somme de F.C. 63.000.000 pour l'achat de \$ 350.000, contribution pour le mois de Juillet 1965, à être versée aux Nations Unies par la Banque Nationale.

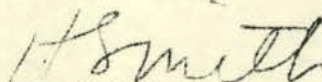
Fait à Léopoldville, le 21 Juin 1965

APPROUVE :

Bureau de Coordination Economique



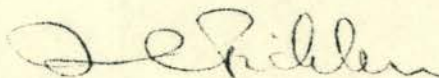
Pour le Gouvernement Congolais



H. Smith
Directeur, USAID

Pour le Gouvernement des
Etats-Unies d'Amérique

H. Pichler
Chef Budget-Control
UNTAB



Pour les Nations Unies

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETARIAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

Réf : BCE/FC/55/65

Avis de Réunion

Messieurs les Membres de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie au Titre I de la LA 480, sont informés qu'une réunion de la Commission aura lieu le Vendredi 18 Juin 1965 dans la salle des Conférences au Bel-Etage le Royal, à 15h 00.

L'ordre du jour comprendra :

<u>Education :</u>		FC
1) Institut Pédagogique National		
Construction de l'Internat et annexes		70.000.000
2) Institut de l'Aviation Civile		
Construction de la première phase		75.000.000
des bâtiments		
<u>Travaux Publics :</u>		
3) Entretien et réparations de la route		
bitumée, Léo-Matadi tronçon Léo-		
Thysville		160.000.000
4) Renforcement des moyens de production		
et distribution en eau potable, Communes		
de Galiema, Lemba, Matete		90.000.000
5) Remise en état des groupes propulseurs		
de onze unités service voies navigables		30.000.000
6) Remise en état de 35 bacs routiers		90.000.000
<u>Université Lovanium</u>		
7) Achèvement des constructions de l'Hôpital-		
clinique		46.000.000
<u>B. I. T.</u>		
8) Projet de développement rural intégré		
du Kivu		7.000.000
<u>Divers</u>		
9) Examen de la nouvelle estimation du coût		
des réparations aérodrome de Kamembe		20.000.000
		<hr/>
		F.C. 588.000.000
		<hr/>

Messieurs les représentants des Ministères et Institutions spécialisées intéressés aux susdits projets sont priés d'être présents à la réunion.

Léopoldville, le 15 Juin 1965.-

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

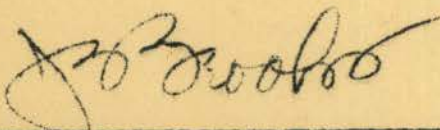
ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous Réf. 38 CF/384 concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République Démocratique du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance Technique des Nations Unies,

se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte 500 de la somme de F.C. 67.500.000 pour l'achat de \$ 375.000, contribution pour le mois de Juin 1965, à être versée aux Nations Unies par la Banque Nationale.

Fait à Léopoldville, le 24 Mai 1965

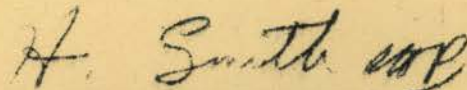
APPROUVE :

Bureau de Coordination Economique



Pour le Gouvernement Congolais

H. Smith
Directeur, USAID



Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

H. Pichler
Chef Budget-Control
UNTAB



Pour Les Nations Unies

Commission de Gestion des Fonds
de Contrepartie au Titre I de la LA 480

(Procès verbal de la première réunion
tenue au Royal le 13 Mai 1965)

La première réunion de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie au Titre I de la LA 480, s'est tenue dans la salle des conférences du Royal le 13 Mai 1965, à 15h00, sous la présidence de M. J. Brooks, Directeur p.i. du Bureau de Coordination Economique, représentant le Gouvernement de la République Démocratique du Congo.

Etaient présents :

a) Les membres de la Commission,

MM. J. Brooks, Gouvernement Congolais.
G. Bliss, Gouvernement des Etats-Unis.

b) Le Secrétariat de la Commission de Gestion,

MM. J.B. Brisson, Programme Officer : En charge du Secrétariat de la Commission.
C. Albanis, Adjoint chargé des Statist. et Rapports.

c) Les Conseillers des Nations Unies,

MM. H. Pichler, Budget-Control.
R. Heneidi, Programmes.

d) Les Conseillers de US/AID Ambassade des Etats-Unis,

MM. J. Krizay, Attaché, Economie.
E. Moore, Programmes.

e) Les représentants des Ministères ou leurs conseillers,

MM. S. Farès, Ordonnateur des Finances Publiques.
B. Tomé, Contrôleur Adjoint des Finances.
A. Kazadi, Directeur des Etudes Ministère du Plan.
M. Larcher, Chef Section Travaux Publics
J. Miranda Correa, Chef de Mission de l'OACI.
R. Kyritsis, Ingénieur d'aérodromes OACI.
E.S. Vourlakis, Chef de Mission p.i. de l'OMM.
M. Clerébaut, Directeur du Centre de Formation
Météorologique.

M. J.R. Brooks déclara la séance ouverte, et après avoir remercié les assistants de leur présence, mit en discussion le premier point de l'ordre du jour à savoir le Crédit de FC. 120.000.000 nécessaire pour les conventions avec les sociétés privées pour l'entretien des routes. M. M. Larcher, des Travaux Publics fit un long exposé sur ce projet. Il expliqua qu'il s'agissait de l'entretien des routes d'intérêt commun dans trois régions, le Kivu-Maniema, Manono et Mayombé. Dans ces régions, d'importantes sociétés minières et agricoles qui utilisent ces routes pour l'évacuation de leurs produits aussi bien que l'approvisionnement de ces régions, ont sur place le dispositif pour l'entretien de ces routes et que le crédit demandé servira à une sorte de subvention à un prix forfaitaire par kilomètre. D'ailleurs il s'agit d'une suite à la même pratique de l'année 1964.

M. M. Larcher, répondant à une question de M. G. Bliss, déclara que le projet pour Mayombé est nouveau et qu'aucun rapport n'est encore parvenu des régions récemment libérées.

M. M. Larcher, en réponse à une série de questions posées par M. S. Farès, expliqua que les priorités sont déterminées par le tonnage circulant sur les routes, les rapports des sociétés minières, et les renseignements compris dans le rapport Torré, en l'absence de rapports de l'Administration Provinciale. Les progrès du travail était suivi de près par les ingénieurs de T.P. et en plus les sociétés maintiennent des cahiers de routes détaillés. Le Ministère des Travaux Publics avait marqué son accord à ce projet.

M. A. Kazadi intervint pour dire que le Ministère du Plan n'avait pas été consulté quant à la priorité, à quoi M. M. Larcher répondit qu'en l'absence, dans les provinces, d'un dispositif et d'une organisation prêts à travailler il a fallu recourir au système de convention avec les sociétés.

M. J.R. Brooks intervint alors pour expliquer que tous ces projets étaient inscrits au Budget Extraordinaire, signé par le Premier Ministre et que la Commission attendait la ratification de l'accord d'emprunt, signé le 26 Février 1965 à Washington. Cet accord avait été ratifié le 12 Mai 1965. Il s'agit d'un prêt de FC. 2.5 milliards soit d'une aide s'élevant à presque 20 millions de dollars. Le Bureau de Coordination Economique assurera la gérance de ces Fonds par le truchement du Secrétariat de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie.

La présente réunion avait pour but d'examiner les premiers projets à être financés par ces Fonds et l'ordre du jour avait été soigneusement préparé.

M. S. Farès intervint pour demander si les nouvelles procédures pour l'utilisation de ces Fonds avaient été approuvées par tous les intéressés.

M. J. Brooks confirma que les procédures d'utilisation des fonds de Contrepartie avaient été approuvées par S.E. Le Dr. M. Tshombe Premier Ministre, et transmises aux Représentants des Pays Donateurs ou Prêteurs. M. J. Brooks fit état de la lettre du 22 Avril 1965 BCE/FC/24/65 par laquelle le Premier Ministre informait M. B.F. Osorio-Tafall Représentant Résident des N.U de son approbation des procédures élaborées sous ses directives.

La commission approuva alors le Crédit de FC. 120.000.000 pour l'entretien de routes.

Au point deux de l'ordre du jour, crédit de FC. 20.000.000 pour l'entretien de ponts et bacs M. M. Larcher déclara que bien que ce chiffre soit estimatif il était basé sur un devis présenté par Kivumines pour la réparation de 4 ponts et d'un bac. Ce projet étant de la même nature que le précédent la Commission décida de les amalgamer à un seul "crédit de FC. 140.000.000 pour l'entretien des routes, ponts et bacs, en convention avec les sociétés privées".

La Commission approuva ensuite le crédit de FC. 100.000.000 pour la remise en état des routes bitumées, après avoir entendu l'exposé de M. M. Larcher sur les raisons techniques qui donnaient priorité à la remise en état du Boulevard de 30 Juin, à celle de la route Leo-Matadi. Il fût retenu néanmoins que le projet de la route Leo-Matadi serait examiné par la Commission à sa prochaine réunion.

M. J. Brooks passa ensuite aux projets de l'O.A.C.I., points 4 à 6 de l'ordre du jour et se déclara heureux de la présence de MM. J. Miranda-Correa et R. Kyritsis de cette organisation.

M. J. Miranda-Correa fit part à la Commission de son inquiétude sur l'état de la piste de l'aéroport de Ndjili. Cette piste n'a pas été entretenue depuis trois ans et se détériore rapidement au point que si des mesures d'entretien ne sont pas prise d'urgence, on risque un arrêt complet du trafic aérien, car il faudrait alors refaire une grande partie de la piste. Il en était de même pour l'aérodrome d'Elisabethville.

La Commission approuva l'utilisation des sommes demandées pour ces deux projets soit FC. 48.800.000 et FC. 5.400.000 avec toutefois la réserve que si le montant accordé pour Elisabethville s'avérait, insuffisant, après une étude plus approfondie, l'approbation de la Commission serait requise. Quant au point 6, aérodrome de Bukavu, la Commission approuva le projet en principe, le montant restant à fixer après une étude sur place par les représentants de T.P. et de l'O.A.C.I.

La Commission approuva ensuite les points 7 et 8 de l'ordre du jour soit FC. 2.500.000 pour la réparation de la toiture du Centre de Formation Météorologique de Binza et FC. 3.801.000 pour la construction d'une tour destinée à recevoir le radar météo.

Passant au dernier point 9 de l'ordre du jour M. S. Farès demanda l'inscription de deux projets :

Crédit de FC. 46.000.000 pour compléter l'hôpital de Lovanium, et

Crédit de FC. 50.000.000 pour la construction de la 1ère tranche, de l'abattoir d'Elisabethville.

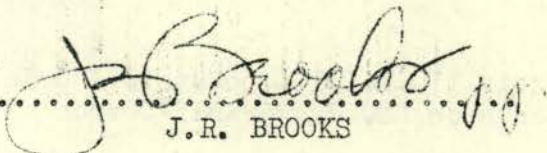
Ces projets étant encore à l'étude ils ne pouvaient être examinés à cette réunion.

L'ordre du jour étant épuisé M. J.R. Brooks leva la séance à 16h45.

Léopoldville, le 13 Mai 1965.

Pour le Gouvernement Congolais

Pour le Gouvernement des Etats Unis
d'Amérique

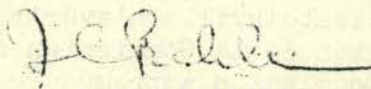

.....
J.R. BROOKS


.....
G. BLISS

Directeur du Bureau de
Coordination Economique

Programme Officer
US/AID

Vu : par les Nations Unies


.....
H. PICHLER
Chef Budget-Control
UNTAB

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETARIAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

Réf. BCE/FC/41/65

Avis de Réunion

Messieurs les Membres de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie au Titre I de la LA 480, sont informés qu'une réunion de la Commission aura lieu le Jeudi 13 Mai 1965 dans la salle des Conférences au Bel-Etage le Royal, à 15h 00.

L'ordre du jour comprendra :

<u>Travaux Publics :</u>		FC
1) Conventions avec les Sociétés Privées pour l'entretien des routes		120.000.000
2) Ponts et ouvrages d'art sur ces routes		20.000.000
3) Crédits provisionnels pour remise en état des routes bitumées		100.000.000
<u>I.C.A.O.</u>		
4) Aéroport N'Djili :		
No.1 Mesures anti-érosives	22.800	
" 2 Revision des joints des revêtements	<u>26.000</u>	48.800.000
5) Aéroport E'Ville : Revêtement Béton		5.400.000
6) Aérodrome Kamembe - Bukavu		5.500.000
<u>O.M.M.</u>		
7) Réparation Toiture Météo		2.500.000
8) Tour de Radar		3.801.000
9) Divers		
Total		<u><u>306.001.000</u></u>

Léopoldville, le 12 Mai 1965.-

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,

ayant pris connaissance et examiné la requête
du Ministère des Finances sous référence 0449/CAB/FIN/09 du 9 Avril 1965,
adressée à M. Osorio Tafall, Représentant Résident du B.A.T. des
Nations Unies, pour un prélèvement sur les Fonds de Contrepartie en
vue de combler l'impasse de la Trésorerie,

Approuve,

le transfert du compte No.500 de la somme de FC. 200.000.000
au compte 205 du G.R.D.C à la Banque Nationale.

Léopoldville, le 11 Mai 1965.

Le Directeur du
Bureau de Coordination Economique



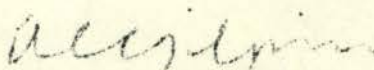
Pour le Gouvernement Congolais

H. Smith
Directeur, USAID



Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

A. Gilpin
Représentant-Résident Adjoint



Pour Les Nations Unies

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETARIAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

ISCC DOCUMENT No. 53

COMMISSION DES FONDS DE CONTREPARTIE
DE L'AIDE AMERICAINE A L'IMPORTATION

La Commission,


ayant pris connaissance de la demande des Nations Unies sous Ref. CF 283 du 22 avril 1965, concernant la contribution mensuelle du Gouvernement de la République démocratique du Congo, aux dépenses en devises du Bureau de l'Assistance technique des Nations Unies,

se conformant aux accords en vigueur, approuve le retrait du compte No. 500 de la somme de F.C. 67.500.000 pour l'achat de \$ 375.000, contribution pour le mois de mai 1965, à être versée aux Nations Unies par la Banque nationale.


Fait à Léopoldville, le 22 avril 1965

APPROUVE:

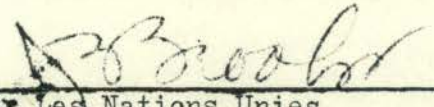
Bureau de Coordination économique


Pour le Gouvernement congolais

Stuart T. Baron
Directeur, USAID by


Pour le Gouvernement des
Etats-Unis d'Amérique

James R. Brooks
Représentant-Résident adjoint


Pour Les Nations Unies

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETARIAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

Réf : BCE/FC/21/65

Avis de Réunion

Messieurs les Membres de la Commission des Fonds de Contrepartie, au Titre de l'aide américaine à l'importation, sont informés qu'une réunion de la Commission aura lieu, dans la salle des conférences du Royal, Bel-Etage, le Jeudi, 22 Avril 1965 à 15.h00

L'ordre du jour comprendra :

- 1) Examen de la demande du Ministère des Finances pour un prélèvement du compte No.500 de la somme de FC. 200.000.000 pour couvrir les besoins de la Trésorerie pour le mois de Mars 1965
- 2) Transfert du Compte No.500 au crédit du Gouvernement d'un montant de FC.67.500.000 équivalent à \$ 375.000 Contribution mensuelle, pour le mois de Mai 1965, aux dépenses en devises du B.A.T.
- 3) Adoption de la procedure fixant les modalités d'utilisation des Fonds de Contrepartie ainsi que les attributions du Secrétariat de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie.

Léopoldville, le 20 Avril 1965.-

Agency for International Development

Leopoldville

April 20, 1965

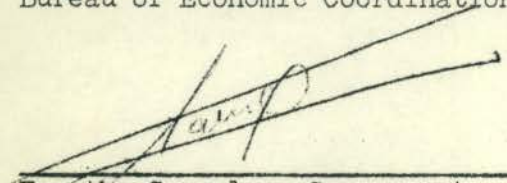
TO: IMPORT SUPPORT COUNTERPART COMMITTEE

In accordance with the USG-GDRC agreement of April 1964, confirming the terms of a United States Import Support Grant of ten million dollars, the GDRC, through the Import Support Counterpart Committee will make available to the United States Government 15% of the associated local currency (225,000,000 CF) to be used in connection with technical assistance to the Congo.

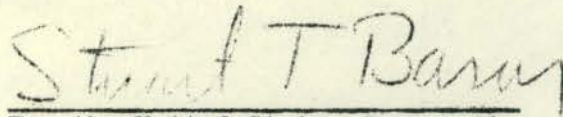
The USAID now requires 115,000,000 CF for construction and commodity costs in accordance with the provisions of Project Agreement No. 660-12-770-011, entitled National School of Law and Administration. It is requested that this sum be transferred from account No. 500, as soon as convenient, to a Counterpart Utilization account in the National Bank under the disbursing and accounting responsibility of the recently organized Counterpart Secretariat.

APPROVAL:

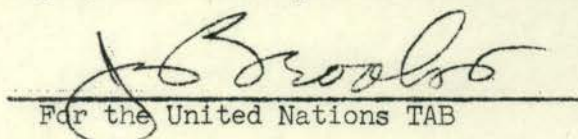
Bureau of Economic Coordination


For the Congolese Government

Stuart T. Baron
Director, USAID


For the United States Government

James R. Brooks
Deputy Resident Representative UNTAB


For the United Nations TAB

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETAIRAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

Document No.ISCC-52

Commission des Fonds de Contrepartie
de l'Aide Américaine à l'Importation

.....

Veillez trouver ci-inclus une demande de la part
de l'US/AID pour le prélèvement du compte No.500 de la somme de
FC. 29.160.000 devant servir à couvrir les frais d'administration
de l'US/AID en vertu de l'accord du mois d'Avril 1964.-

Veillez noter que la commission a approuvé le transfert
de cette somme au Trust Fund Account No.11286 à la Socobanque,
Léopoldville.

Léopoldville, le 24 Mars 1965

Agency for International Development

Leopoldville

March 22, 1965

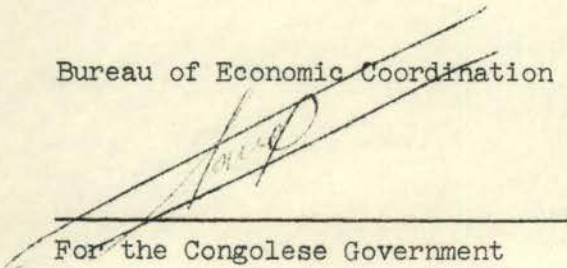
TO: IMPORT SUPPORT COUNTERPART COMMITTEE

In accordance with the USG-GDRC agreement of April 1964, confirming the terms of a United States Import Support Grant of ten million dollars, the GDRC, through the Import Support Counterpart Committee will make available to the United States Government 15% of the associated local currency (225,000,000 CF) to be used in connection with technical assistance to the Congo.

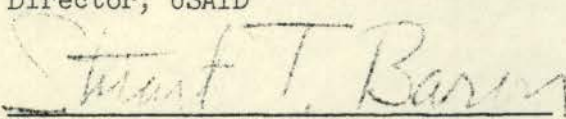
The USAID now requires CF 29,160,000 for administrative support costs of USAID program. It is requested that this sum be transferred from Account No. 500, as soon as convenient, to USAID's Trust Fund Account No 11286 at the SOCOBANQUE, Leopoldville.

APPROVAL:

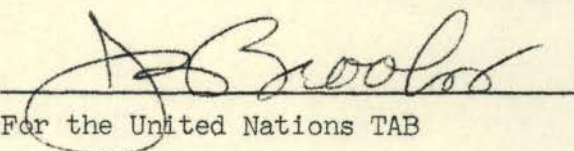
Bureau of Economic Coordination


For the Congolese Government

Stuart T. Baron
Director, USAID


For the United States Government

James R. Brooks
Deputy Resident Representative UNTAB


For the United Nations TAB

Commission des Fonds de Contrepartie
de l'Aide Américaine à l'Importation

Procès verbal de la réunion tenue le
12 Mars 1965 à 15 heures dans la salle
des conférences, Bel-Etage, Le Royal

Etaient présents :

Gouvernement du Congo

: Mr. S. Farès, Ordonnateur des Finances
Publiques, Ministère des Finances.

Mr. J. Brisson, et

Mr. C. Albanis, Secreariat de la Commission
de Gestion des Fonds de Contrepartie.

Gouvernement des Etats-Unis

: Mr. S. Baron, Administrateur du Bureau USAID/
Ambassade des Etats-Unis

Mr. G. MacArthur, Analyse des programmes,
USAID.

Nations Unies

: Mr. J. Brooks, Représentant résident Adjoint.
Mr. H. Pichler, Contrôleur du Budget.

Mr. Brooks a ouvert la séance en informant la Commission du solde disponible au compte No.500 qui s'élevait à FC.839 millions. Il passa ensuite au premier point de l'ordre du jour à savoir, la demande du Ministère des Finances d'un prélèvement de FC.200.000.000 pour couvrir les besoins de la Trésorerie pour le mois de février 1965.

Mr. Brooks a relevé que selon la situation de la Trésorerie soumise par le Ministère des Finances (voir Document No.49) certaines dépenses du mois de Mars étaient inscrites au mois de Février.

Mr. Farès, déclara qu'il s'agissait simplement d'un décalage des paiements, qui n'étant pas effectués le dernier jour du mois, sont reportés au mois suivant et ainsi de suite.

Il regretait l'absence des fonctionnaires congolais à la réunion. Il aurait préféré qu'ils soient présents afin qu'ils se rendent compte de la gravité de la situation.

Mr. Brooks annonça que le Premier Ministre et le Fonds Monétaire International avaient été informés de la situation de la Trésorerie.

Mr. Baron présenta alors une situation montrant le montant des fonds de contrepartie qui pourraient être utilisés comme appui budgétaire. Son bureau, dit-il était en train de procéder à une étude du problème des recettes couvrant l'année entière.

Mr. Brooks propose qu'une sous-commission composée de Mr. J. Brisson, Mr. S. Farès, Mr. G. MacArthur et Mr. H. Pichler examine la situation de la Trésorerie en comparaison des fonds de contrepartie disponibles et fasse son rapport à la commission dans deux semaines.

Mr. Farès propose que Mr. Wabola, Fonctionnaire chargé du Budget fasse partie de la sous-commission. Ce point est accepté.

Mr. Brooks propose que cette sous-commission examine aussi le programme des Vehicules et Bacs.

Mr. Farès aimerait qu'elle examine en même temps le service de comptabilité du Ministère des Finances pour se rendre compte s'il est à même d'entreprendre la liquidation du Programme de Vehicules et Bacs.


La commission approuve les propositions de MM Brooks et Farès et passe à l'ordre du jour.

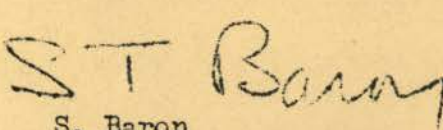
La commission approuve les trois points de l'ordre du jour :

- 1) Retrait de FC. 200.000.000 pour appui budgétaire
- 2) Retrait de FC. 67.500.000 équivalent de \$ 375.000 contribution du G.R.D.C. Congo Fund et au Budget Administratif du B.A.T.
- 3) Retrait de FC. 200.000.000 contribution du premier trimestre aux dépenses en monnaie locale du B.A.T.

La séance fût levée à 16h.30.

Léopoldville, le 12 Mars 1965

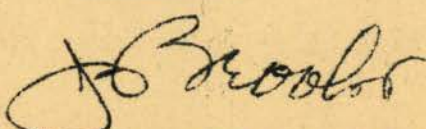

A. Lawrence


S. Baron

Directeur du Bureau
de Coordination Economique

Administrateur du
Bureau US/AID Ambassade
des Etats-Unis

J. Brooks


Répresentant Résident Adjoint

Place in ISCP file

Mr. Brooks

12 mars 1965

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

BOB/FC/10/65

INFO. COPY

FC/MA

Action To

File No.

T-250/2/2

A : H. A. Lawrence, Directeur du Bureau de Coordination Economique

Via : Mr. J. Brisson

De : F. Clauwaert

Balances des Fonds de Contrepartie au 28 février 1965

Compte No.197. (sous contrôle UN) Première aide du Gouvernement des Etats Unis de 5 millions de dollars, Titre III (Août 1960)
Frs.C. 451.256 (équiv. de \$ 3000). Reliquat, pouvant être utilisé pour des dépenses locales relatives à des opérations de secours, charitables ou autres ayant le même caractère.

Compte No.218. (sous contrôle UN) Contrepartie Titre II Frs.C. 37.885.624 (équiv. de \$ 252.570), utilisable pour des secours d'urgence ou resorption du chômage.

Compte No.236. Titre I, premier compte suspens. Compte transitoire du compte 479 - Frs.C. 558.715.288 (équiv. de \$ 3.724.768)

Compte No.419. (sous contrôle UN) - Titre I, premier compte spécial contrepartie Frs.C. 329.899.272 (équiv. de \$ 2.199.328)

Compte No.498. Nouveau compte suspens, dépôt des fonds perçus à l'ouverture des crédits documentaires et finalement après leur liquidation au compte spécial No.500 - Frs.C. 873.601.573 (équiv. de \$ 5.824.010)

Compte No.500. (sous contrôle UN) - Nouveau compte spécial, établi comme consignataire des fonds de contrepartie des importations pour le soutien du budget Frs.C. 603.559.980 (équiv. de \$ 4.023.733)

Compte No.430. (sous contrôle UN) - Aide économique Allemande - donation Frs.C. 37.976.352 (équiv. de \$ 253.256)

Compte No.483. Aide économique Allemande - prêt. Frs.C. 324.047.204 (équiv. de \$ 2.160.314)

Compte No.503. Aide économique Britannique - Frs.C. 261.342.152 (équiv. de \$ 1.875.614)

Compte No.204. Titre I, nouveau compte suspens - compte transitoire Frs.C. 192.927.685 (équiv. de \$ 1.266.184)

Compte No.505. Titre I, compte utilisation correspondant compte 504 - Frs.C. 1.010.059.574 (équiv. de \$ 6.733.731)

Compte No. 464. Fonds Européen de développement - Marché Commun Frs.C. 228.885.017
(équiv. de \$ 1.525.900)

Compte No. 525. Fonds contrepartie - Aide agricole Titre I - deuxième tranche -
Frs.C. 269.107.015 (équiv. de \$ 1.794.046)

Compte No. 523. Fonds de contrepartie - compte suspense Frs.C. 3.903.093
(équiv. de \$ 26.020)

Avis de Réunion

Messieurs les Membres de la Commission des Fonds de Contrepartie, au Titre de l'Aide Américaine à l'importation, sont informés que la réunion qui devait avoir lieu le Vendredi 5 Mars 1965 (voir Avis Ref. BCE/FC/2/65 du 2 Mars 1965) aura lieu le Vendredi 12 Mars 1965 à la salle de conférence du Royal, Bel Etage, à 15 h.00.

L'ordre du jour reste inchangé.-

Léopoldville le 10 Mars 1965

Avis de Réunion

Messieurs les Membres de la Commission des Fonds de Contrepartie, au Titre de l'aide américaine à l'importation; sont informés qu'une réunion de la Commission aura lieu, dans la salle des conférences du Royal, Bel-Etage, le Vendredi, 5 Mars 1965, à 15h.00

L'ordre du jour comprendra :

- 1) Examen de la demande du Ministère des Finances pour un prélèvement du compte No.500 de la somme de FC 200.000.000 pour couvrir les besoins de la Trésorerie pour le mois de Février 1965 (point deux de l'ordre du jour de la réunion tenue le 23 Février 1965) voir document No.ISCC-49.
- 2) Transfert du Compte No.500 au Crédit du Gouvernement d'un montant de FC 67.500.000 équivalent à \$ 375.000, contribution mensuelle du Gouvernement, pour le mois d'Avril 1965, aux dépenses en devises du B.A.T.
- 3) Transfert du montant de la contribution du Gouvernement aux dépenses locales du B.A.T. pour le premier trimestre de 1965.- Voir document No.ISCC-50.-

Léopoldville, le 2 Mars 1965

Bureau du Représentant résident
et Directeur des
Programmes du Fonds Spécial

Commission des Fonds
de Contrepartie
Document No. ISCC-50

Provisions Budgétaires
des dépenses en monnaie locale
du B.A.T pour l'année 1965

.....

Veuillez trouver ci-inclus un état estimatif des
dépenses en monnaie locale du B.A.T. pour l'année 1965
ainsi qu'un état des besoins, également en monnaie
locale, pour couvrir la contribution du Gouvernement
Congolais à l'Assistance Technique pour l'année 1965.

Prévision pour l'année 1965 des dépenses en monnaie locale
à charge du Gouvernement de la République Démocratique du Congo
au titre des programmes exécutés par le Bureau d'Assistance
Technique des Nations Unies.

	<u>F. C.</u>
1) PROGRAMME D'ASSISTANCE TECHNIQUE	
Postes d'Experts	148.393.000
Bourses	39.570.000
Matériel et Fournitures	12.105.000
Voyages internes et frais divers	153.900.000
	<u>553.968.000</u>
2) BUREAU DE SUPERINTENDANT GÉNÉRAL (y compris les services d'ordre administratif)	
Frais d'indemnité de séjour du Personnel International	35.190.000
Traitement du Personnel Local	54.000.000
Frais généraux	90.600.000
	<u>179.790.000</u>
3) FRAIS DE TRANSPORT ET DE MAINTIEN POUR:	
i - Matériel à fournir par Unicef	3.000.000
ii - Vivres et divers du programme de secours	7.000.000
	<u>10.000.000</u>
	<u>743.758.000</u>

04.03.1965

Prévision pour l'année 1965 des montants à prélever
en monnaie locale des Fonds de Contrepartie :

- Pour conversion en devises auprès de la Banque Nationale
du Congo au titre de la contribution en devises du
Gouvernement de la République Démocratique du Congo au
programme 1965 du Fonds pour le Congo ainsi qu'aux services
d'appui Administratif du Bureau d'Assistance Technique
des Nations Unies.

F.C.

1. Contribution pour les mois de Janvier, Février,
et Mars à raison mensuelle de
\$150,000 (Dollars des E.U.A.) x 3 = \$1,350,000
au taux de F.C. 150 au \$ =

243.000.000

2. Contribution pour les mois d'Avril à Décembre
à raison mensuelle de \$150,000 (Dollars des E.U.A.)
x 9 = \$1,350,000 au taux de F.C. 150 au \$ =

243.000.000

 486.000.000

- PS. La contribution du Gouvernement comprend un montant fixe
de \$ 300,000 soit F.C. 54.000.000 pour les services administratifs du B.A.T.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETARIAT DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

Document No. ISCC No. 49

Demande de prélèvement
sur les fonds de contrepartie
au profit du Budget

..... On trouvera ci-joint copie de la lettre No. 660/0270/30
du 2 Mars 1965, de Monsieur le Secrétaire Général aux
Finances, adressée à Monsieur le Directeur du Bureau
de Coordination Economique, par laquelle le Secrétaire
Général présente la situation de la Trésorerie, pour
le mois de Février 1965 et demande de prélever sur
les fonds de Contrepartie, la somme de 200 millions
de francs congolais en faveur du Budget, afin de
rémédier à l'impasse de la Trésorerie pour ce mois.



Ministère des Finances
Trésorerie Générale et
Questions Financières

Léopoldville, le 2 mars 1965

(1) N° 650/c270/301/S.1.

Ref. n° :

Annexe :

Objet :

Situation Trésorerie
Année 1965.

A Monsieur le Directeur
du Bureau de Coordination
Economique
LEOPOLDVILLE, ZAIRE.

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de vous faire
parvenir en pièce jointe la situation de la
Trésorerie du mois de février 1965.

Je vous saurais gré de vouloir bien
saisir la somme de Frs 200.000.000,- du fonds
de roulement, pour me permettre de faire face
au besoin de la Trésorerie.

LE SECRETAIRE GENERAL AUX FINANCES,

P. SANKU.

Leopoldville, le 10 février 1965.

N° 6621/ /30/ 0247 /M.G.

Objet :

Situation du Trésorerie
Schéance du 28 février
1965.-

A Monsieur le Ministre
des Finances
du Gouvernement Central

A LEOPOLDVILLE/KALINA.-

En vue de l'exécution de l'assemblée du
28 février 1965, j'ai l'honneur de porter à la connaissance
de Monsieur le Ministre, la situation de trésorerie de la
République.

I. SITUATION DE TRESORERIE A LA DATE DU 15 FEVRIER 1965.

1° Disponible sur les avances de la Banque Nationale

- Flacand des avances de la Banque Nationale	:	Fr. 42.000.000.000,-
- Marge réservée aux paras- tataux	:	Fr. 100.000.000,-
- Prélèvement. autorisés aux profit du Trésor	:	Fr. 41.700.000.000,-
- Bons du Trésor émis au profit de la Banque Nat.	:	Fr. 37.200.000.000,-
- Déficit Banque Nationale du Kavalanga	:	Fr. 3.800.000.000,-
- Disponible brut	:	Fr. 700.000.000,-

2° Recettes encastrées du 1er au 15 février 1965.

- Solde créditeur du compte n° 205 le 1er février 1965	:	Fr. 2.402.000.000,-
- Recettes ordinaires	:	Fr. 691.000.000,-
- Recettes exceptionnelles	:	Fr. --
		Fr. 3.093.000.000,-

3° Recettes prévisibles du 16 au 28 février 1965.

- Recettes douanières	450.000.000
- Recettes Impôts	150.000.000
- Recettes diverses	100.000.000
	Fr. 700.000.000,-

4° Moyens de trésorerie encastrés

Fr. 3.793.000.000,-

.../...

II DEPENSES A ASSURER PAR LE TRÉSOR DU 28 FEVRIER 1965

(en million de francs)

NATURE DE DEPENSES	Besoins de Trésorerie du mois	Dépenses autor. du 1er au 15.A.65	Dépenses à autor. du 16 au 28.2.65.
<u>INSTITUTIONS POLITIQUES</u>			
Fonds opérations électorales	25	10	15
<u>DEPENSES MILITAIRES</u>	650	275	425
-Soldes 450			
-Vivres 100			
-Février 100 (prévision par mois)			
<u>TRAITEMENT FONCTIONNAIRES</u>	830	240	590
-Avances traitement 30			
-Février 100			
-Mars 450			
-Divers 100			
-Rembour.C.G.A.1er tranche 150			
<u>REVOIS DE FONDS AUX COMPTABLES CIVILS</u>	350	143	207
<u>DEPENSES EXTERIEURES DIVERSES</u>	282	28	254
- Ambassades 247			
-Frais Trans. 15			
-Divers 20			
<u>DEPENSES INTERIEURES</u>	450	174	276
-Police 300			
-Autres 150			
<u>MATERIEL ET FRAIS D'ENTRETIEN</u>	936	193	743
-Suspens Trésorerie 786			
-A prévoir 150			
<u>SUBSIDES INSTITUTIONS PARASTATALES</u>	365	33	332
- C.F.L. 125			
- Autres 240			
<u>TRAVAUX</u>	30	-	30
<u>SUBVENTIONS AUX PROVINCES</u>	625	268	357
-Février 125			
-Mars 500			
<u>ENSEIGNEMENT</u>	660	204	456
-Février 150			
-Mars 450			
-Ville Lée 15			
-Dobloage-Enseignement 15			
<u>CHARGE DE LA DETTE PUBLIQUE</u>	1.029	202	827
-Bons du Trésor 149			
-Avance et Aval T.C.L. 120			
-Air-Congo 350			
-Participation B.A.D. 410			
<u>DEPENSES DIVERSES CAISCONGO</u>	260	831	167
T O T A U X	7.192,-	2.583,-	4.609

II. IMPASSE DE TRÉSORERIE À FINANCER

- Besoins de Trésorerie du mois : R 7.392.000.000,-
- Moyens de Trésorerie escomptés : R 3.753.000.000,-
- Impasse de Trésorerie à Financer: R 3.439.000.000,-

I

X

I

L'Impasse pourrait être financée de la manière suivante :

- Fonds de contrepartie :	200.000.000,-
- Revenues du Portefeuille:	280.000.000,-
- Bonis de change :	500.000.000,-
- Avances B. N. C. :	2.459.000.000,-
Total	= 3.439.000.000,-

L'importance de ce déficit ne vous échappera pas. Déjà le plafond des avances est largement dépassé et son relèvement s'avère obligatoire. Les nouvelles mesures prévues pour l'augmentation des recettes seront loin d'être suffisantes pour combler de semblables impasses nouvelles - qui mettent en danger non seulement la monnaie du pays, mais la vie de la nation toute entière.

C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir mettre le Gouvernement au courant de cet état de chose en provenant au cours d'un Conseil des Ministres, les chefs de département responsables. Jusqu'à ce jour quatre budgets nous ont été adressés. L'hémorragie des dépenses ne pourra être arrêtée que si chaque Ministère prend conscience de ses responsabilités.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AUX FINANCES,

P. S A N C U.-

22 MAR 1933

Office of the Resident Representative
and
Director of Special Fund Programmes

Counterpart Fund Secretariat
Document No. ISCC-48
26 February 1965

Import Support Counterpart Committee
Minutes of a Meeting held at 3.00 p.m. on
Tuesday 23 February 1965, in the Conference
Room, Bel Etage, Royal

Present: Government of the Congo: Mr. A. Lawrence, Acting Director
Bureau of Economic Coordination
Mr. I. Kazadi, Secretary-General,
Ministry of Planning
Mr. S. Farès, Controller,
Public Finance
Mr. F. Atembina, Director of Treasury
Mr. J. Prieto-Nuss, Financial Adviser
Bureau of Economic Coordination
Mr. J. Brisson, and
Mr. C. Albanis, Counterpart Funds
Secretariat

Government of the United Mr. S. Baron, Director, USAID
States: Mr. J. Krizay, Economic Officer
United States Embassy
Mr. A.G. MacArthur, Programme Analyst
USAID

United Nations: Mr. J. Brooks, Deputy Resident
Representative
Mr. H. Pichler, Budget Control Officer

Mr. Brooks called the meeting to order and introduced Item one on the Agenda, the withdrawal from Account No.500 of CF.81,000,000 equivalent of \$450,000, being the contribution in foreign exchange for the month of March, 1965, of the Government of the Congo to the United Nations Technical Assistance Bureau. It was agreed to authorise the transfer of this amount to the Central Bank.

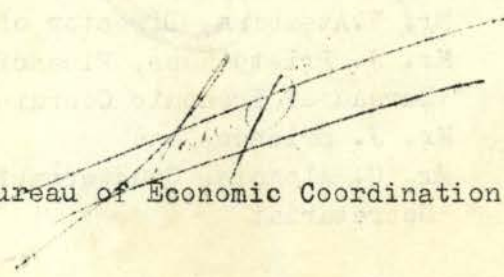
The Committee examined the final statement of the G.O.C. contribution to the local costs of UNTAB for the year 1964, submitted as document No. ISCC-46. The Committee noted that the amount of CF.242,493,011 authorized to be withdrawn at the last meeting (see Document No.ISCC-45) was reduced to CF.42,586,012, representing the balance for the year 1964.

.../

On item two on the Agenda, Mr. Farès stated that he was not aware of the need to produce a statement of the Treasury's position. He thought that it would have been sufficient to mention only the amount required to cover the Treasury's deficit.

Mr. Lawrence in reply insisted that it was customary for the Committee to study the position of the Treasury so as to satisfy itself on the need for counterpart funds.

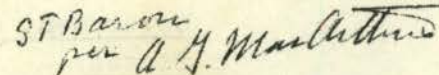
After discussion it was agreed to adjourn the meeting to enable Mr. Farès to prepare the required statement.



Bureau of Economic Coordination


For the Congolese Government

Stuart T Baron,
Director,
USAID



For the United States
Government

James R. Brooks
Deputy Resident Representative of UNTAB



For the United Nations TAB

Commission des Fonds de Contrepartie
de l'aide américaine à l'Importation

Procès verbal de la réunion tenue le 23 février 1965
à 15 heures dans la salle de conférence, Bel Etage, Royal

Etaient présents : Gouvernement du Congo : M. A. Lawrence, Directeur
Bureau de Coordination Economique

M. I. Kazadi, Secrétaire Général
du Ministère du Plan

M. S. Farés, Contrôleur des
Finances Publiques

M. F. Atembina, Directeur de la
Trésorerie

M. J. Prieto-Nuss, Bureau de
Coordination Economique

M. J. Brisson et
M. C. Albanis, Secrétariat de
la Commission de Gestion des Fonds
de Contrepartie

Gouvernement des Etats-Unis : M. S. Baron, Administrateur du
Bureau USAID/Ambassade des Etats-Unis

M. J. Krizay, Attaché économique
de l'Ambassade des Etats-Unis

M. A.G. MacArthur, Analyse des
Programmes, USAID

Nations Unies : M. J. Brooks, Représentant résident
adjoint

M. H. Pichler, Contrôleur du Budget.

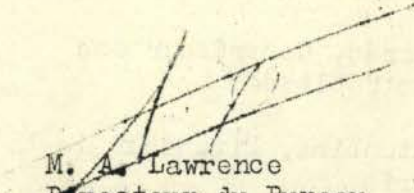
Mr. Brooks a ouvert la séance avec le premier point de l'ordre du jour à savoir, le transfert du compte No. 500 au Crédit du Gouvernement du montant de F.C. 81.000.000 équivalent de \$ 450.000 contribution mensuelle du Gouvernement pour le mois de Mars 1965, aux dépenses en devises du B.A.T.

Il a été convenu d'autoriser ce transfert. La commission examina ensuite la situation finale de la Contribution du Gouvernement aux dépenses locales du B.A.T. pour l'année 1964, soumise comme document ISCC No. 46. La commission prit acte de ce que le montant de F.C. 242.493.011 dont elle avait approuvé le transfert lors de la précédente réunion (voir document ISCC No.45) a été réduit à F.C. 42.586.012 seulement représentant le solde final pour l'année 1964.

Sur le point deux de l'ordre du jour, Mr. Farés déclara qu'il ignorait devoir produire une situation détaillée de la Trésorerie. Il pensait qu'il aurait suffi d'énoncer les montants qui seraient nécessaires pour couvrir le déficit.


Mr. Lawrence insiste qu'il était d'usage que la Commission puisse examiner la situation de la Trésorerie afin de se rendre compte si le prélèvement sur les Fonds de Contrepartie était nécessaire.

Après discussion il a été convenu de réunir la commission à nouveau afin que Mr. Farés puisse préparer l'état détaillé requis. La séance fût levée à 16h.30


M. A. Lawrence
Directeur du Bureau
De Coordination Economique

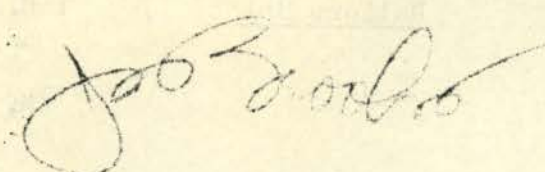
M. Stuart T. Baron
Director
USAID

Pour le Gouvernement Congolais



Pour les Etats Unis

M. J.R. Brooks
Représentant résident adjoint du BAT



Pour le BAT des Nations Unies

UNTAB
LEOPOLDVILLE

BAT/311/65

10 February 1965

TO: Mr. A. Lawrence, Acting Director, Bureau of Economic
Co-ordination
Mr. S. Baron, Director, USAID, U.S. Embassy

FROM: James R. Brooks, Deputy Resident Representative, UNTAB

SUBJECT: Import Support Counterpart Committee

There will be a meeting of the ISCC on Wednesday
17 February 1965 at 3.00 p.m. in the Conference Room at the
Royal, Bel Etage ('A' Entrance).

A G E N D A

1. Transfer from Account No.500 to the credit of the Govern-
ment of CF.81,000,000, equivalent of \$450,000 for the March
monthly contribution of the Government to TAB expenditure
in foreign exchange, reference Document No. ISCC-38.
2. Discussion of end of February Congolese Government Treasury
position and estimated requirement of the Government for
counterpart funds for budget support.

Held: 23 Feb. 1965

cc: Mr. B.F. Osorio-Tafall
Mr. A. Roux
Mr. S. Farès
Mr. G. Bliss

BATNU
LEOPOLDVILLE

BAT/311/65

Le 10 février 1965

A: M. A. Lawrence, Directeur à titre provisoire du
Bureau de la Coordination économique
M. A. Baron, Directeur de l'USAID, Ambassade des
Etats-Unis

DE: James R. Brooks, Représentant résident adjoint du BAT

OBJET: Commission des fonds de Contrepartie à l'importation

La Commission des fonds de contrepartie ISCC tiendra une réunion le mercredi 17 février 1965 à 15.00 heures dans la salle de conférence située au BE au Royal (entrée 'A')

ORDRE DU JOUR

1. Transfert du Compte No.500 au crédit du Gouvernement du montant de FC.81.000.000 équivalent de \$450.000, contribution mensuelle du Gouvernement pour le mois de mars aux dépenses en devises du BAT.
2. Discussion sur la position du trésor du Gouvernement Congolais à la fin de février et sur les besoins estimés du Gouvernement pour les fonds de contrepartie pour le budget.

cc: M. B.F. Osorio-Tafall
M. A. Roux
M. S. Farès
M. G. Bliss

22 février 1965

Document No. ISCC-47

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE
SECRETARIA DE LA COMMISSION DE
GESTION DES FONDS DE CONTREPARTIE

A : Mr. A. Lawrence, Directeur du Bureau de Coordination Economique

De : F. Clauwaert, Contrôleur de la Commission de Gestion des Fonds de Contrepartie

Sujet : Balances des Fonds de Contrepartie au 31 janvier 1965

Compte No. 197: (Sous contrôle UN) Première aide du Gouvernement des Etats Unis de 5 millions de dollars, Titre III, (Août 1960) Cfrs. 451.256 (équiv. de \$ 3.008). Reliquat, pouvant être utilisé pour des dépenses locales relatives à des opérations de secours, charitables ou autres ayant le même caractère.

Compte No. 218 : (Sous contrôle UN) - (Contrepartie Titre II) Cfrs. 41.232.953 (équiv. de \$ 274.886), utilisable pour des secours d'urgence ou resorption du chômage.

Compte No. 223 : (Vente de riz, donné par la République de Chine)
Transfert : au compte No. 205 de Cfrs. 882.950 (solde fin décembre 64) à la date du 13/1/65. Compte liquidé.

Compte No. 236 : (Titre I, premier compte suspens-Compte transitoire du Compte 479) Cfrs 389.190.077 (équiv. de \$ 2.594.600)

Compte No. 479 : (Sous contrôle UN) - Titre I premier compte spécial contrepartie) Cfrs 379.982.017 (Equiv. de \$ 2.533.213) Complètement engagé.

Compte No. 498 : Nouveau compte suspens, dépôt des fonds perçus à l'ouverture des crédits documentaires et finalement après leur liquidation au compte spécial No. 500) Cfrs 1.137.869.666 (équiv. de \$ 7.585.797)

Compte No. 500 : (Sous contrôle UN) Nouveau compte spécial, établi comme consignataire des fonds de contrepartie des importations pour le soutien du budget Cfrs. 421.140.096 (équiv. de \$ 2.807.600).

Compte No. 430 : (Sous contrôle UN) - (Aide économique Allemande - donation) Cfrs 37.978.352 (équiv. de \$ 253.256) Complètement engagé

Compte No. 483 : (Aide économique Allemande - prêt) - Cfrs. 317.567.721 (équiv. de \$ 2.117.118)

Compte No. 503 : (Aide économique Britannique) - Cfrs. 281.662.467 (équiv. de \$ 1.877.749). Les autorités britanniques n'ont pas marqué leur accord pour les projets qu'on y a suggérés.

Compte No. 504 : (Titre I, nouveau compte suspens) compte transitoire Cfrs. 446.700.127 (équiv. de \$ 2.978.000)

Compte No. 505 : (Titre I - compte utilisation correspondant compte 504 Cfrs.
804.271.979 (équiv. de \$ 5.361.812)

Compte No. 464 : (Fonds Européen de développement - Marché Commun)
Cfrs. 237.747.349 (Equiv. de \$ 1.584.982)

Compte No. 525 : (Fonds Contrepartie - Aid Agricole Titre I - Deuxième tranche
(PA-55-60) Cfrs. 178.056.288 (équiv. de \$ 1.187.041)

Copie pour information : Mr. le Représentant Résident du BAT des Nations Unies
(6 copies)

Bureau du Représentant résident
et Directeur des
Programmes du Fonds spécial

Commission des Fonds
de Contrepartie
Document No. ISCC-46

Situation Finale de la Contribution
du Gouvernement Central aux dépenses
locales du B.A.T. pour l'année
1964

.....

Veillez trouver ci-inclus un état des dépenses totales pour l'année 1964, et des contributions versées par le Gouvernement Central pour la même période. Cet état est accompagné de trois annexes, dépenses par projet, dépenses du Bureau du Représentant résident et des services administratifs, et liste des transferts effectués pour compte du Gouvernement.

Le solde des contributions dû au 31 décembre 1964 s'élève à F.C. 42.586.012

19 Février 1965

Situation Finale de la Contribution, en monnaie locale du
Gouvernement de la République Démocratique du Congo, aux dépenses du Bureau d'Assistance Technique de l'ONU

	Budget 1964	Dépenses Liquidées au 31.12.64	Dépenses engagées non liquidées au 31.12.64	Total Dépenses 1964
A) Programme d'Assistance Technique	745.630.290	470.654.842	3.639.596	474.294.438
B) Bureau du Représentant Résident y compris les services d'appui Administratif	207.750.000	159.813.944	-	159.813.944
C) Frais de transport et magasinage relatifs au programme de l'Unicef	26.000.000	18.247.239	-	18.247.239
	979.380.290	648.716.025	3.639.596	652.355.621
MOINS :				
Solde reporté fin d'année 1963			75.930.394	
Economies réalisées sur les engagements de l'année 1963			<u>32.256.119</u>	<u>108.186.513</u>
				544.169.108
Contribution du 18 Février 1964			145.584.000	
" 22 Août 1964			200.467.000	
" 23 Décembre 1964			200.000.000	
Divers transferts de fonds effectués à la demande du Gouvernement, suivant liste y annexée			<u>(44.467.904)</u>	<u>501.583.096</u>
				42.586.012
Solde dû par le Gouvernement au 31 Décembre 1964				

Notes Explicatives :

Le montant des dépenses totales apparaît sensiblement réduit par rapport au total du Budget prévu, pour 1964. Cela est dû :

- a) au nombre des postes d'experts demeurés vacants au 31 Décembre 1964
- b) au nombre des Bourses d'études, qui font partie des projets financés par le Fonds Spécial, qui sont passées au compte direct du Gouvernement
- c) à la réduction sensible des frais de voyage à l'intérieur du pays
- d) à la révision du programme de l'Unicef et réduction de l'importation des produits alimentaires au Titre III.

ETAT FINAL POUR L'ANNEE 1964 DES DEPENSES ET ENGAGEMENTS EN MONNAIE LOCALE
AU TITRE DES PROJETS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

<u>No. du Projet et Titre</u>	<u>Fr.C. Dépenses</u>	<u>Fr.C. Engagements</u>	<u>Fr.C. Total</u>
01-15 Agriculture	21.551.734	385.293	21.937.027
10-01 Aviation Civile	49.479.625	96.268	49.575.893
10-05 Météorologie	16.771.513	282.000	17.053.513
10-08 Otraco	5.145.170	-	5.145.170
10-12 Services Postaux	4.989.717	42.900	5.032.617
10-20 Transport et Communications	1.518.057	-	1.518.057
10-21 Télécommunications	17.560.851	91.868	17.652.719
20-11 Education	85.039.650	1.282.177	86.321.827
30-01 Conseil Monétaire	260.121	-	260.121
30-11 Finances Publiques	22.764.506	123.750	22.888.256
35-04 Analyse et Coord.Econom.	9.748.343	6.000	9.754.343
40-09 Services Consultatifs en matière sanitaire	21.079.977	8.550	21.088.527
40-10 Services de la Santé Publique	66.143.566	172.459	66.316.025
50-01 E.N.D.A.	36.783.531	-	36.783.531
50-03 Judicature	23.946.576	40.200	23.986.776
55-11 Travail	14.756.271	359.373	15.115.644
70-01 Mines et ressources naturelles	3.138.684	20.100	3.158.784
80-01 Police - Formation	39.462.627	359.958	39.822.585
80-05 Administration Publique	2.572.169	23.100	2.595.269
85-01 Travaux Publics	23.202.044	231.300	23.433.344
90-01 Affaires Sociales	4.715.973	114.300	4.830.273
98-00 Comptes communs	<u>24.137</u>	<u>-</u>	<u>24.137</u>
	<u>470.654.842</u>	<u>3.639.596</u>	<u>474.294.438</u>

ANALYSE DES DEPENSES LOCALES POUR L'ANNEE 1964

DU BUREAU DU REPRESENTANT RESIDENT

(y compris les services d'appui administratifs)

	<u>Fr.C.</u>
Frais d'indemnité du séjour du personnel international	49.271.744
Traitements du personnel local	37.341.098
Frais généraux	<u>73.201.102</u>
	<u>159.813.944</u>

Liste des Transferts de Fonds effectués
à la demande du Gouvernement de la République
Démocratique du Congo

Fr.C.

- 1) Transfert du 3 Février 1964 au compte 447 du
Fonds Spécial auprès du Conseil Monétaire :
 - Pour l'Institut National des Mines 4.725.000
 - Pour l'Institut Pedagogique National 8.025.000
- 2) Transfert du 5 mai 1964 en faveur de l'Institut
de Développement et de Planification de Dakar
Ref. lettre du Ministre des Finances No.
308/CAB/FIN 9 datée du 13/3/64 2.010.000
- 3) Transfert du 3 décembre 1964, en faveur de l'
Institut des Nations Unies pour la Recherche et
la Formation 5.400.000
- 4) Transfert du 18 décembre 1964 au Compte du
Programme elargi d'Assistance Technique pour
l'année 1965
Ref. lettre du Premier Ministre No.1388 du 9 déc.1964 7.500.000
- 5) Transfert du 18 décembre 1964 au Compte du
Fonds Spécial
Ref. Lettre du Premier Ministre No.1388 datée
du 9 déc. 1964 15.000.000
- 6) Transfert du 18 décembre 1964 en reglement ris-
tourne sur dépenses locales pour l'année 1963
dans le cadre du programme elargi d'Assistance
Technique
Ref. Lettre du Ministre des Finances No. 34/003741/
1277 datée du 27 octobre 1964 907.904
- 7) Transfert du 15 décembre 1964 en faveur de l'Ecole
Internationale des Nations Unies à New York
Ref. Lettre du Premier Ministre No.1387/CAB/P.M.
datée du 8 déc.'64 900.000

44.467.904

2 February 1965

Import-Support Counterpart Committee
Minutes of a Meeting held at 3.00 p.m. on Monday
1 February 1965 in the Conference Room, Bel Etage, Royal.

Present: Government of the Congo: Mr. M. D'Astugues, Senior Adviser
Bureau of Economic Co-ordination
Mr. J. Prieto-Nuss, Financial Adviser
Bureau of Economic Co-ordination
United States Government: Mr. G. Bliss, Programme Officer, USAID
Mr. John Krizay, Economic Officer
U.S. Embassy
Mr. A.G. MacArthur, Programme Analyst
USAID
United Nations: Mr. James R. Brooks, Deputy Resident
Representative
Mr. H. Pichler, Budget Control Officer

Mr. Brooks called the meeting to order and stated that, since the terms of reference of the new Committee to be chaired by the Congolese Government had not yet been approved, it was considered desirable to continue the previous Committee in order to handle the urgent matters which were on the agenda for this meeting. Mr. D'Astugues pointed out that in the absence of the Programme Officer who would be responsible for the Counterpart Secretariat at the Bureau of Economic Co-ordination, it was not yet possible for the Bureau to take on the responsibility of establishing, administering and providing the Chairman for the new Committee.

Item one on the agenda, the withdrawal of CF.242,493,011 from Account No.500 was discussed. This is the balance of the Congolese Franc contribution for 1964 of the Congolese Government to the local costs of the U.N. Technical Assistance Programme. The Congolese Government representative, Mr. D'Astugues, questioned whether the Minister of Finance had ever replied to the letter of 3 December 1964 from Mr. Osorio-Tafall requesting his agreement to the withdrawal of CF.442,493,011 for the last half of 1964. It was noted that against this sum, the United Nations withdrew in December CF.200 million. The dossier will be checked to assure that the reply has been received.

Mr. Pichler advised that the accounts for the last quarter of 1964 had not yet been completed by the United Nations and, therefore, the exact amount needed for the fourth quarter was not yet confirmed. However, since the United Nations had already disbursed a large part of these funds, it was deemed desirable that the Committee agree to the withdrawal. Accordingly, it was agreed to authorize the withdrawal from Account No.500 of Congolese francs up to 242,493,011 covering the last quarter of the 1964 contribution of the Congolese Government to the United Nations technical assistance local costs, subject to a final account being presented by the United Nations to the committee before the close of the first quarter of 1965 and subject to the approval of the Minister of Finance (reply to the letter of 3 December 1964).

Regarding the second item on the agenda concerning the February contribution in foreign exchange of the Congolese Government to the United Nations in the amount of \$450,000, it was agreed that CF.81 million be authorized to be withdrawn from Account No.500 by a transfer to the Central Bank to purchase these dollars.

The Committee stated that the requirements of Congolese francs to meet the United Nations requirements for technical assistance costs for 1965 ought to be included in the Congolese budget and that the Committee urges that the budget for 1965 be finalized as rapidly as possible. Thereafter, counterpart funds would be released to meet budget requirements upon the request of the Minister of Finance and upon justification of needs.

With regard to item three, Mr. Pichler pointed out that the United Nations and the Congolese Government, in agreement with the United States Government, approved the utilization of counterpart funds in the amount of CF.300 million for the purchase by the Congolese Government under the USAID programme of vehicles and spare parts, including spare parts for ferries. All but a balance of CF.111 million had been expended up to date and small amounts are being paid out each month. The amount of claims remaining to be paid from these funds is unknown. Mr. Bliss stated that Account No.500 ought not to be used as a current account to meet the obligations under this agreement and that it would be better to transfer from Account No.500 to a new special account all of the balances remaining. In addition, since the payments have been in small amounts recently, it might require up to 100 months to use this balance.

After discussion it was agreed that Mr. Brooks would consult with Mr. Farès at the Ministry of Finance and propose that the balance of CF.111 million be paid in as an extraordinary receipt to the Minister of Finance and the Minister of Finance would assume all obligations of the United Nations under this programme. Mr. Brooks will negotiate an agreement with Mr. Farès and prepare an exchange of letters which could be brought to the attention of the Committee at the next meeting.

There being no further business the meeting was adjourned.

Bureau of Economic Coordination

Stuart T. Baron,
Director,
USAID

For the Congolese Government

For the United States
Government

James R. Brooks
Deputy Resident Representative of UNTAB

For the United Nations TAB


BAT/217/65

28 January 1965

TO: Mr. A. Lawrence, Acting Director, Bureau of Economic Coordination
Mr. S. Baron, Director, USAID, U.S. Embassy

FROM: James R. Brooks, Deputy Resident Representative

SUBJECT: Import Support Counterpart Committee



There will be a meeting of the ISCC on Monday, 1 February 1965 at 3.00 p.m. in the Conference Room at the Royal, Bel Etage ('A' Entrance).

A G E N D A

1. Withdrawal of CF.242,493,011 from Account No.500, balance of Governmental contribution, to TAB Budget expenditure in local currency for 1964 (last quarter). Document No.ISCC-43.
2. Transfer from Account No.500 to the credit of the Government, of CF.81,000,000 equivalent of \$450,000 for the February monthly contribution of the Government to TAB expenditure in foreign exchange.
3. Transfer from Account No.500 to new special account to be established by Counterpart Secretariat of CF.111,668,822 remaining in Budget obligated for the vehicles and spare parts programme.

cc: Mr. B.F. Osorio-Tafall
Mr. A. Roux
Mr. S. Farès
Mr. G. Bliss

BAT/217/65

Le 28 janvier 1965

A: M. A. Lawrence, Directeur à titre provisoire du
Bureau de la Coordination économique
M. A. Baron, Directeur de l'USAID, Ambassade des
Etats-Unis.

DE: James R. Brooks, Représentant Résident du BAT

OBJET: Commission des fonds de Contrepartie à l'importation

La Commission des fonds de contrepartie ISCC tiendra une réunion le lundi 1 février 1965 à 15.00 heures dans la salle de conférence située au BE au Royal (entrée 'A').

ORDRE DU JOUR

1. Rétrait de FC.242,493,011 du Compte No.500, solde de la contribution du Gouvernement au Budget 1964 du BAT pour dépenses en monnaie locale (dernier trimestre). Document No.ISCC-43.
2. Transfert du Compte No.500 au crédit du Gouvernement du montant de FC.81,000.000 équivalent de \$450.000, contribution mensuelle du Gouvernement pour le mois de février 1964 aux dépenses en devises du BAT.
3. Transfert du Compte No.500 au crédit d'un nouveau Compte spécial, qui sera établi par le Secrétariat des fonds de contrepartie, de la somme de FC.111,668.822, solde engagé pour le programme d'importation de véhicules et pièces de recharge.

cc: M. B.F. Osorio-Tafall
M. A. Roux
M. S. Farès
M. G. Bliss

Bureau du Représentant résident
et
Directeur des programmes du Fonds spécial

Document No. ISCC-45

2 février 1965

Comité de contrepartie des importations de soutien

Procès-verbal de la réunion tenue à 15 heures
le lundi 1er février 1965 dans la salle de
conférence du Bel-Etage, Le Royal

Etaient présents: Gouvernement du Congo: M. M. D'Astugues, Conseiller principal, Bureau de coordination économique

M. J. Prieto-Nuss, Conseiller financier
Bureau de coordination économique

Gouvernement des
Etats-Unis:

M. G. Bliss, fonctionnaire chargé des programmes, USAID

M. John Krizay, Attaché économique,
Ambassade des Etats-Unis

M. A. G. MacArthur, Analyse des programmes, USAID

Nations Unies:

M. James R. Brooks, Représentant résident adjoint

Monsieur Brooks a convoqué cette réunion et déclaré que, du fait que le mandat du nouveau comité sous présidence congolaise n'avait pas encore été approuvé, il estimait bon de poursuivre la convocation de réunions de l'ancien comité afin de traiter les questions urgentes inscrites à l'ordre du jour de cette réunion. Monsieur D'Astugues a fait remarquer qu'en l'absence du fonctionnaire chargé des programmes, il n'était pas possible au Bureau de coordination de prendre sur lui l'établissement, l'organisation et le choix d'un président pour le nouveau comité car c'était ce fonctionnaire qui était responsable du secrétariat des questions de contrepartie.

Les débats commencèrent avec le point un de l'ordre du jour concernant le retrait de 242 493 011 francs congolais du compte No. 500. Il s'agit du solde de la contribution pour 1964, en francs congolais, du Gouvernement

congolais, contribution aux dépenses locales encourues pour le programme d'assistance technique des Nations Unies. Le représentant du Gouvernement congolais, M. D'Astugues, demanda si le ministre des finances avait jamais répondu à la lettre du 3 décembre 1964 de M. Osorio-Tafall lui demandant son accord sur le retrait de 442 493 011 francs congolais pour la dernière moitié de 1964. Il a été noté que, sur cette somme, les Nations Unies ont retiré 200 millions de francs congolais en décembre. Une vérification du dossier permettra de s'assurer que la réponse est bien parvenue.

Monsieur Pichler a fait savoir que les comptes du dernier trimestre de 1964 n'avaient pas encore été clôturés par les Nations Unies et qu'il n'était donc pas encore possible de confirmer le montant exact nécessaire pour le quatrième trimestre. Cependant, comme les Nations Unies ont déjà déboursé une grande partie de ces fonds, il estimait souhaitable que le Comité accepte le retrait. Il fut convenu, en conséquence, d'autoriser un retrait allant jusqu'à 242 493 011 francs congolais sur le compte No. 500, montant correspondant à la contribution du Gouvernement congolais aux dépenses locales d'assistance technique des Nations Unies pendant le dernier trimestre de 1964, sous réserve d'un relevé final que les Nations Unies présenteront au Comité avant la fin du premier trimestre de 1965 et sous réserve de l'approbation du ministre des finances (réponse à la lettre du 3 décembre 1964).

En ce qui concerne le point deux de l'ordre du jour relatif à la contribution d'un montant de \$450 000 en devises du Gouvernement congolais aux Nations Unies pour février, il a été convenu d'autoriser un retrait de 81 millions de francs congolais sur le compte No. 500 par un transfert à la Banque Centrale pour l'achat de ces dollars.

Le Comité a déclaré que les montants en francs congolais nécessaires pour satisfaire aux nécessités des dépenses de l'assistance technique des Nations Unies en 1965 devraient être inscrits au budget congolais et le Comité a insisté pour que le budget de 1965 soit prêt aussitôt que possible. Les fonds de contrepartie pourraient être débloqués par la suite pour faire face aux besoins du budget sur requête du Ministre des finances et justification des besoins.

Quant au troisième point, Monsieur Pichler a souligné que les Nations Unies et le Gouvernement congolais, d'accord avec le Gouvernement des Etats-Unis, approuvaient l'utilisation des fonds de contrepartie pour un montant de 300 millions de francs congolais pour que le Gouvernement congolais achète des véhicules et des pièces détachées ainsi que des pièces de rechange pour bacs, au titre du programme USAID. Tout a été dépensé à ce jour, excepté un solde de 111 millions de francs congolais et chaque mois on procède au règlement de petites sommes. On ne connaît pas le montant des créances restant à régler sur ces fonds. M. Bliss a déclaré que le compte No. 500 ne devrait pas servir de compte courant pour faire face aux obligations de cet accord et qu'il vaudrait mieux transférer tous les soldes restants à un nouveau compte spécial. En outre, comme les paiements récents ont été peu élevés, il faudrait peut-être près de 100 mois pour la liquidation de ce solde.

Après discussion il fut convenu que Monsieur Brooks consulterait Monsieur Farès au Ministère des finances et proposerait que le solde de 111 millions de francs congolais soit versé en recette extraordinaire au ministre des finances et que le ministre des finances assume toutes les obligations des Nations Unies dans le cadre de ce programme. Monsieur Brooks mettra au point un accord avec M. Farès et préparera un échange de lettres qui sera soumis au Comité lors de la prochaine réunion.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée.

Bureau de coordination économique

Stuart T. Baron
Directeur
USAID

Pour le Gouvernement congolais

Pour le Gouvernement des
Etats-Unis

James R. Brooks
Représentant résident adjoint du
Bureau d'assistance technique

Pour le Bureau d'assistance
technique des Nations Unies